



Rassemblement Citoyen

*Ensemble vers de nouveaux horizons
pour braver les obstacles et aller de l'avant.*

Septembre 2014

***Merci à toutes les militantes et à tous les militants
pour la très belle campagne puis la très belle victoire
aux élections municipales villeneuvoises de mars 2014 !***

Plus que jamais, avec Rassemblement Citoyen !

Celles et ceux qui me lisent régulièrement à travers mes carnets hebdomadaires savent qu'il y a longtemps que je ne suis ni optimiste quant à la réussite du quinquennat de François Hollande ni optimiste sur l'avenir politique même dans notre pays.

Il est des moments où on aimerait se tromper... Malheureusement, si écart il y a entre mes craintes et la réalité, ce n'est pas dans le bon sens, car c'est pire !

Je m'attendais en 2015 à une année "de plomb", et c'est 2014 qui va sans doute commencer à sonner le glas après la crise gouvernementale de ce jour et à la veille de débats budgétaires à hauts risques.

Est-il encore temps de rétablir la situation ? J'en doute.

Il faudrait pour cela corriger la ligne choisie, atténuer la rigueur porteuse de récession et de colère des citoyens en particulier chez ceux que l'on appelait les classes moyennes.

Si on ajoute à cela la cécité des "princes qui gouvernent l'Europe", la délinquance, les violences et les incivilités, sans oublier les risques majeurs de guerres à quelques heures de chez nous, **on mesure** les potentiels explosifs de notre société.

Alors me dira-t-on : que faire ?

A notre niveau et localement, nous battre, nous battre pour nos valeurs et nos idées, nous battre pour "limiter la casse" en espérant ne pas être, nous aussi, chassés par une colère populaire incontrôlée.

Rassemblement Citoyen est notre, et mon outil, pour cela.

Je compte sur ses militants pour m'aider.

Nous n'avons plus beaucoup d'espaces, mais nous avons le devoir de les utiliser au mieux pour essayer de sauver le camp du progrès dans notre pays d'une mort annoncée.

**Gérard Caudron,
Président de RC**

www.gcaudron.org www.rassemblementcitoyen.org

Contacts : s.estager@free.fr gcaudron@nordnet.fr rassemblement.citoyen@gmail.com

BP 80062 59652 Villeneuve d'Ascq Cedex

Une réforme territoriale qui rate sa cible

Réuni en séance plénière, le 3 juillet dernier, le Conseil Régional a débattu pendant une matinée sur la question de la réforme territoriale. Notre intervention a porté sur plusieurs points : En premier lieu, le véritable enjeu de cette réforme porte sur le besoin de clarification des compétences entre les différentes collectivités. La question n'est pas tant celle de la suppression des fameux « doublons » que celle d'une définition claire des domaines respectifs d'intervention des différentes collectivités. En ce sens, les départements demeurent parfaitement complémentaires des Régions et leur « nécessaire suppression » tient davantage du poncif dans l'ère du temps que d'une réalité véritable de terrain.

Dans le même esprit, nous ne cédon pas aux sirènes qui prétendent, sans jamais vraiment le démontrer, que la réforme permettra de réaliser quelques économies : économies il y aura, si des services ou des politiques sont supprimés. La Démocratie a un coût. Notre modèle républicain de maillage territorial, lui aussi.

D'autre part les régions doivent retrouver une part d'autonomie fiscale. Presque totalement dépendantes de l'Etat pour leurs recettes, elles n'ont plus de marge de manœuvre pour définir pleinement leur politique. Cette capacité à jouer sur leurs ressources est indispensable pour que les Régions puissent enfin bâtir des politiques cohérentes qui prennent en compte leurs spécificités respectives et qui s'inscrivent dans la durée.

Enfin, la question des cadres géographiques nous semble, à cette heure, secondaire, en particulier pour le Nord Pas-de-Calais. C'est pourquoi, nous avons défendu notre Région en l'état, sans fusion ni élargissement, ... et forte de ses départements. Si le renforcement de l'échelon métropolitain s'impose aujourd'hui et s'imposera encore plus demain, il doit se faire de façon complémentaire aux départements, et dans un cadre d'intervention bien défini.

Dans le courant du mois juillet nous apprenions que l'Assemblée proposait, puis votait, la fusion de la Région Nord Pas-de-

Calais avec la Picardie, contrairement à ce que proposait la nouvelle carte des Régions initialement présentée par le gouvernement. Bien sûr on trouvera nombre d'épisodes ou de séquences historiques pour justifier la fusion. On en trouvera tout autant pour la contester.

Mais ce n'est pas l'Histoire qui doit être convoquée pour présider à une redéfinition des territoires ; c'est bien la Géographie. C'est cette logique qui d'ailleurs avait prévalu au moment de la création des départements sous la Révolution.

Aujourd'hui le fait métropolitain domine l'organisation de l'espace, l'intégration transfrontalière est devenue incontournable, et notre économie s'est littoralisée. En réalité, la Région Nord Pas-de-Calais ne manque pas d'atouts, et ses limites actuelles n'ont pas besoin d'être modifiées pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Au final, les réactions hostiles, nombreuses et parfois cinglantes, de « grandes voix » du Nord-Pas-de-Calais comme de Picardie témoignent de l'incompréhension qui accompagne la réforme, aussi bien sur le fond que sur la forme.

Car, au-delà des critiques sur le contenu de cette réforme, c'est surtout la méthode qui interpelle.

Précipitée, sans concertation avec les collectivités, les acteurs et les habitants concernés, la réforme est imposée. Certes, au gré de ses approximations et revirements de dernière minute, mais elle est imposée.

Nous regrettons, cet état de fait, qui va à l'encontre même des principes de proximité citoyenne et de modernisation démocratique qui sont pourtant invoqués pour justifier cette réforme.

En résumé, force est de constater qu'à ce jour cette réforme territoriale rate sa cible et que les conséquences pourraient, à court terme, s'avérer redoutables.

Sylvain Estager

Une nouvelle gouvernance pour LMCU

Suite aux résultats des municipales en mars dernier et notamment avec la perte pour la gauche des villes de Roubaix, Tourcoing, Loos, Halluin ou encore Sainghin en Weppes, la majorité sortante de gauche à Lille Métropole n'était plus en mesure de revendiquer la présidence.

Damien Castelain président du groupe Métropole Passion Commune est devenu président de Lille métropole avec une majorité très large regroupant les centristes du groupe MPC, les groupes de gauche (PS, RC, PC, APM, et verts) et la droite des groupes MCU et GIDEC.

Rassemblement Citoyen a réussi à maintenir un groupe composé de 7 élus : Gérard CAUDRON, Maryvonne GIRARD, Sébastien COSTEUR, Claudine SARTIAUX, Jean Michel MOLLE, Martine CARETTE et Valérie QUESNE.

Alors que dans l'ancien mandat notre groupe était le plus petit, aujourd'hui avec ses 7 membres il est le second groupe de gauche après le PS, devant les groupes AMP, Verts et PC.

Au sein de l'exécutif, Gérard CAUDRON demeure vice-président avec l'importante délégation à l'urbanisme opérationnel, l'aménagement (hors parc d'activité) et ville renouvelée (hors géographie prioritaire), les sites et sols pollués en milieu urbain et autorisations d'urbanisme.

Plus que jamais Rassemblement Citoyen prendra toute sa place au sein de Lille Métropole et saura défendre les intérêts des métropolitains et des villeneuvois.

Pascal Moyson

Les groupes de Lille Métropole :

MPC (Métropole Passion Commune présidé par Damien CASTELAIN) 51 élus

PS (Socialiste présidé par Gilles PARGNEAUX) 40 élus

RC (Rassemblement Citoyen présidé par Gérard CAUDRON) 7 élus

EELV (Europe Ecologie les Verts présidé par Lise DALEUX) 6 élus

APM (Actions et Projets pour la Métropole présidé par Rudy ELEGEEEST) 5 élus

PC (Communiste présidé par Bernard DEBREU) 4 élus

GIDEC (Groupe indépendant des élus communautaires présidé par Francis DELRUE) 16 élus

MCU (Métropole Communes Unies présidé par Bernard GERARD) 45 élus

RBM (Rassemblement Bleu Marine présidé par Eric DILLIES) 5 élus

La crise économique et financière plus forte que la démocratie ?

Le gouvernement actuel, que tout honnête citoyen, quelle que soit sa sensibilité politique, devrait souhaiter voir réussir, entend assumer une politique d'austérité et explique que c'est la seule voie possible pour redresser le pays.

Ce serait en réduisant très sévèrement la dépense publique que la France réussirait son redressement économique et pourrait ainsi s'affranchir de la tutelle des marchés financiers. Manuel Valls a en effet annoncé, voilà déjà plusieurs semaines, la baisse des dépenses publiques à hauteur de 50 milliards d'euros.

Si une amélioration des services publics est, probablement possible, il paraît peu probable, voire impossible, que de telles coupes financières ne nécessitent de « sabrer » dans les services réels et concrets rendus à la population. Ce seront les plus modestes qui auront donc à souffrir de cette politique.

S'il est effectivement nécessaire d'équilibrer les comptes de l'Etat et de tendre vers une réduction de la dette afin de retrouver des marges de manœuvre et ainsi relancer l'activité par les investissements pour enfin recréer de l'emploi, il n'est pas du tout évident que la méthode employée, l'austérité, présentée comme la seule alternative n'aggrave pas davantage la crise.

La dette des Etats est souvent présentée comme la source indiscutable de nos difficultés économiques. Elle est invoquée quasi quotidiennement pour justifier le choix drastique de

politiques d'austérité, fruit de politiques prétendument dispendieuses et irresponsables menées depuis des décennies et qui aurait permis aux peuples européens de vivre au-dessus de leurs moyens.

Or un certain nombre « d'experts » nous disent que cette version des faits est non seulement fautive mais qu'elle permet en outre aux puissances d'argent de confisquer le débat démocratique.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001 déclare que la crise financière de 2008 est le résultat néfaste d'un néo-libéralisme mondialisé demandant et obtenant du politique toujours moins d'Etat et cela dans l'intérêt des ultra-riches. Cette crise financière majeure, sans l'intervention des Etats venus au secours des institutions financières, aurait du voir la faillite de grandes multinationales de la finance.

Au lieu de cela et afin de ne pas connaître la funeste dynamique de la crise des années 1930 les Etats ont légitimement sauvé ces banques.

La suite logique et démocratique aurait voulu que la finance soit à nouveau sérieusement régulée par les Etats et soit remise au service de l'économie réelle dans l'intérêt des citoyens. Ne laissons surtout pas ce débat aux mains d'une classe d'experts !

Lionel BAPTISTE

Agenda

- CCA : Mercredi 10 septembre, salle R. Masqueliez
- Assemblée Générale de Rassemblement Citoyen : Mercredi 8 octobre, salle Marianne
- CCA : Mercredi 5 novembre, Foyer Rigole
- CCA : Mercredi 3 décembre, Salle R. Masqueliez

Bulletin d'adhésion

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E-mail :@.....

Souhaite adhérer à Rassemblement Citoyen

Cotisation : 5 € 10 € 15 € 20 € autre :€

Date et signature

Renouvellement du conseil d'administration de Rassemblement Citoyen

Conformément à ses statuts, RC soumet au vote des militants le renouvellement de son Conseil d'Administration, tous les deux ans.

Cette élection aura lieu le 08 octobre prochain, lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra salle Marianne, à Annappes. Le C.A. renouvelé devra mettre en place un nouveau bureau qui conduira, aux côtés des militants, notre mouvement pour les deux années à venir.

Rappel :

Extrait de l'article 11 des statuts de Rassemblement Citoyen :

« L'association est administrée par un conseil composé de 25 membres élus au scrutin secret pour deux années par l'Assemblée générale et choisis dans la catégorie des membres actifs jouissant de leurs droits civils. Les membres sortants sont rééligibles. »

Procédure :

Candidature

- Pour être candidat, il faut jouir de ses droits civiques et être membre de Rassemblement Citoyen, c'est à dire être à jour de sa cotisation au moment du dépôt de sa candidature.
- Les candidats se déclarent auprès du Président, en contactant le secrétariat de notre association ou lors du CCA du 10 septembre (Salle Masqueliez). Chaque candidature reçue est validée par la remise au candidat d'un document qui acte de cette candidature.
- La liste des candidatures sera close le 24 septembre 2014 à minuit. Elle sera envoyée par courrier à tous les militants, disponible sur le site internet et présentée le jour du vote.
- Le nombre de candidature n'est pas limité.

Election :

- La liste des candidats est soumise au militant qui peut rayer autant de candidat(s) qu'il le désire.
- Les candidats élus sont les vingt-cinq qui totalisent le plus de voix.
- Après passage dans un isolement, le bulletin de vote, sous enveloppe, est déposé dans l'urne.
- Le vote aura lieu de 19 h 15 à 20h30.
- Le dépouillement sera effectué sur place, par des militants volontaires, sous la surveillance des candidats et sous l'autorité du bureau, dès la clôture du vote. Des tables de quatre personnes procéderont au dépouillement. Les résultats seront prononcés sur place, à l'issue du dépouillement.

Coupon de candidature au conseil d'administration de Rassemblement Citoyen

----- ✂ -----

A renvoyer à : Sylvain Estager, 93 rue Gaston Baratte 59650 Villeneuve d'Ascq

Nom :

Prénom :

Adresse complète :

Téléphone :

Adresse électronique :

Je déclare être candidat à l'élection du conseil d'administration de l'association Rassemblement Citoyen, qui aura lieu le mercredi 08 octobre 2014.

Je reconnais avoir pris connaissance des conditions nécessaires pour être candidat.

Date et signature